



LE BLOG FRANCAIS DE LA FISCALITE INTERNATIONALE N 3 AVRIL 2017

[www.etudes-fiscales-internationales.com/](http://www.etudes-fiscales-internationales.com/)  
[pour s'abonner cliquer et inscrivez vous en haut à droite.](#)

**SULLY, PINAY, MENDES ou BERE vont ils revenir???**

Cliquez

"Ces hommes ont consacré toute leur énergie à convaincre nos concitoyens que la justice sociale doit être le but de toute action politique et qu'elle ne peut être construite que sur une économie solide, moderne et transparente. Ils savaient que ce sont d'abord les plus modestes qui paient les illusions de la facilité."

*François Mitterrand, avocat au Barreau de Paris,  
président de la République*

[Les lettres fiscales d'EFI Pour lire les tribunes antérieures cliquer](#)

**La lettre EFI du 17 avril 2017 pdf**

Pour placer dans votre dossier 'les lettres d'EFI' sur votre bureau

**Le Haut Conseil des finances publiques**

OU VA-T-ON ???

[Avis n°2017-1 relatif aux prévisions macroéconomiques associées au programme de stabilité pour les années 2017 à 2020 \(PDF, 1,04 MB\)](#)

**Allocution de Didier Migaud devant la Commission des finances de l'Assemblée nationale du 12 avril 2017**

Le Haut Conseil insiste une nouvelle fois sur le caractère peu vraisemblable des estimations d'écart de production et de croissance potentielle présentées par le Gouvernement. L'évaluation d'un écart de production très important conduit à réduire artificiellement le déficit structurel et donc à minorer l'effort à réaliser pour rééquilibrer les finances publiques. Le Haut Conseil estime indispensable que la prochaine loi de programmation corrige ces estimations et fixe sur des bases réalistes les hypothèses d'écart de production et de croissance potentielle. Les estimations initiales de la loi de programmation doivent assurer la cohérence interne du scénario macro-économique et tenir compte des estimations réalisées par les institutions et organismes extérieurs. Ces hypothèses doivent pouvoir être adaptées en cours de loi de programmation si nécessaire. Enfin, compte tenu de l'instabilité de la mesure de l'écart de production, et donc de l'estimation du solde structurel, le Haut Conseil suggère que l'appréciation de la situation des finances publiques prenne également en compte d'autres indicateurs reflétant mieux l'orientation de la politique budgétaire, comme l'effort structurel.

**Sens des décisions des juridictions en contentieux fiscal**

20.000 décisions annuelles dont 12% favorables aux contribuables

[Rapport sur Juridictions administratives et juridictions financières](#)

[\(Sénat décembre 2016\).](#)

Les trois autres principaux contentieux que sont la fonction publique (11 % de l'ensemble des entrées), **le contentieux fiscal (11 % des entrées)** et le contentieux des contrats (3 % des entrées) sont en hausse respectivement de 18,5 %<sup>12(c)</sup>, 4 % et 3 % en 2015.

Le quizz EFI

Combien de comptes étrangers ont il été déclarés au 31.12.2014 [lire page 4 dernière ligne](#)

Combien de comptes auraient dus être déclarés lire prochain rapport de la cour des comptes sur le STDR

Les locations meublées BOFIP du 5 avril 2017 et le meublé abusif vu par la CAA de PARIS du 6 AVRIL° .....	2
Le prélèvement à la source : Une "usine à gaz" post électorale !!! .....	2
Assistance internationale en matière de recouvrement : un service spécialisé.....	2
Pas de droits de donation en cas de donation inexistante (Cass 01/03/17) .....	3
SUISSE Assistance fiscale signifie bien assistance fiscale .....	3
Ocde Impôts sur les salaires 2017 .....	3
Domicile fiscal en France : une synthèse des critères (maj).....	3
L'affaire crédit suisse ; les douanes en 1ere ligne avec le MOD .....	3

<b>Donner et retenir ne vaut/mais quid de la clause de emploi ( CE31/03/17) .....</b>	<b>4</b>
<b>Domicile fiscal et activité accessoire (CE 27/03/03) .....</b>	<b>4</b>
<b>Douanes Les sanctions fiscales en cas de MOD ( BOFIP du 8 mars 2017 §10).....</b>	<b>4</b>
<b>(MOD manquement aux obligations déclaratives) .....</b>	<b>4</b>

**Les locations meublées BOFIP du 5 avril 2017  
et le meublé abusif vu par la CAA de PARIS du 6 AVRIL°**

Nous connaissons tous le schéma dit d'optimisation fiscale qui permet de déduire de son revenu global des déficits provenant d'une activité de loueur en meublée professionnel. L'incidence budgétaire de cette niche fiscale a été de l'ordre de 36MM de déficit déduit de l'assiette de l'IR en 2014 par 3500 contribuables soit 1800 foyers fiscaux environ.

[\(source stat dgfip 2015 ligne 5QA page 18\)](#)

**Note EFI** cette statistique peu utilisée est une boîte à outils pour les futures réformes de simplification. En ce qui concerne l'utilisation de la procédure de l'abus de droit de 2011 à 2016 le comité n'a reçu qu'un avis qu'il a déclaré favorable à l'administration.

[Séance du 14 novembre 2014 : \(CADF/AC n° 9/2014\).](#)

[Affaire n° 2014-32 concernant M. et Mme PØ](#)

[Champ d'application et détermination du caractère professionnel de l'activité en meublée  
BOFIP du 5 avril 2017](#)

[Régime fiscal des locations meublées BOFIP du 5 avril 2017](#)

Par un arrêt en date du 6 avril 2017, la CAA de Paris se prononce sur une situation dans laquelle le contribuable s'était abusivement placé sous le régime de la location meublée professionnelle:

[CAA de PARIS, 2ème chambre, 06/04/2017, 16PA03954.](#)

**Le prélèvement à la source : Une "usine à gaz" post électorale !!!**

**Le coup de gueule des organisations professionnelles**

L'art de l'imposition est de plumer l'oie sans la faire cacarder (JB Colbert)  
mise à jour avril 2017

**Note EFI** le prélèvement à la source d'un impôt ou d'une cotisation n'est en principe qu'une technique pour améliorer la rentabilité du recouvrement. Elle est très utilisée dans de nombreux pays et en France pour de très nombreux prélèvements obligatoires.

Mais en France ce prélèvement sur le revenu est devenu un symbole politique car le consensus à l'IR est très faible et ce d'abord pour des raisons de confiance. Et alors même que la part de l'IR dans le PIB est un des plus faibles de l'OCDE. Allons nous vers un développement d'une «insoumission»,.. ???

[L'impôt, une crispation française par Matthieu Castagnet](#)

**LE GUIDE OFFICIEL DES POUVOIRS PUBLICS**

[Prélèvement à la source : accident industriel en vue](#)

[Impôt à la source : les syndicats tirent la sonnette d'alarme source les échos](#)

[Communiqué de presse intersyndical](#)

[Lire la suite](#)

**Assistance internationale en matière de recouvrement :  
un service spécialisé**

Mise à jour avril 2017

La Direction des Créances Spéciales du Trésor (DCST)  
note DGFIP

assistance\_internationale\_au\_recouvrement\_A I R\_.pdf

[Lire la suite](#)

## **Pas de droits de donation en cas de donation inexistante**

(Cass 01/03/17)

La donatrice qui avait fait donation de la moitié indivise de la nue-propiété d'un ensemble immobilier à ses petits-enfants, s'en réservant l'usufruit, est décédée moins de 3 mois plus tard. À l'occasion du décès, l'administration fiscale a procédé à un rehaussement de la valeur de l'immeuble objet de la donation et réclamé en conséquence un complément de droits de donation. Les donataires se prévalant de la [présomption fiscale de propriété de l'article 751 du CGI](#) ont assigné l'administration fiscale en annulation de l'avis de mise en recouvrement. Il en résulte donc que l'administration n'est pas fondée à réclamer un complément de droits de donation. [Cour de cassation, Chambre commerciale, 1 mars 2017, 15-14.170, Inédit](#)

## **SUISSE Assistance fiscale signifie bien assistance fiscale**

Par un arrêt en date du 6 avril 2017, la CAA de Paris étudie la notion de "clause d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude ou l'évasion fiscale". Elle juge à cet égard que, avant le 1er janvier 2010, la convention fiscale franco-suisse ne comportait pas une telle clause.

**CAA de PARIS, 2ème chambre, 06/04/2017, 17PA00043, Inédit au recueil Lebon**

## **Ocde Impôts sur les salaires 2017**

Comme chaque année l'OCDE vient de publier son étude sur l'impôt sur les salaires Cette publication phare annuelle contient des informations détaillées sur les impôts payés sur les salaires dans les pays de l'OCDE. Elle couvre les impôts sur le revenu et les cotisations de sécurité sociale payés par les salariés, les cotisations de sécurité sociale et taxes sur les salaires versées par leurs employeurs, et les transferts en espèces perçus par les ménages qui exercent un emploi. L'objectif est de montrer comment ces taxes et prestations sont calculées dans chaque pays membre et d'examiner leurs impacts sur le revenu des ménages.

[OCDE Impôts sur les salaires 2017](#)

[Le taux marginal de prélèvement sur le travail en France \(Source INSEE\)](#)

[Les salaires et le coût de la main-d'œuvre en Europe](#)

APERÇUS PAR PAYS (ANGLAIS SEULEMENT)

[Australia](#)	[Austria](#)	[Belgium](#)	[Canada](#)	[Chile](#)	[Czech Republic](#)	[Denmark](#)	[Estonia](#)	[Finland](#)	[France](#)	[Germany](#)	[Greece](#)	[Hungary](#)	[Iceland](#)	[Ireland](#)	[Israel](#)	[Italy](#)
[Japan](#)	[Korea](#)	[Latvia](#)	[Luxembourg](#)	[Mexico](#)	[Netherlands](#)	[New Zealand](#)	[Norway](#)	[Poland](#)	[Portugal](#)							
[Slovak Republic](#)	[Slovenia](#)	[Spain](#)	[Sweden](#)	[Switzerland](#)	[Turkey](#)	[United Kingdom](#)	[United States](#)									

[Lire la suite](#)

## **Domicile fiscal en France : une synthèse des critères (maj)**

Une grande confusion semblant exister dans la définition du domicile fiscal en France .L'équipe EFI propose de rappeler les principes de base

**[Le principe de la territorialité de l'IS : une exception française ? par Bastien LIGNEREUX. Maître des requêtes au Conseil d'Etat](#)**

**[L'affaire crédit suisse : les douanes en 1ere ligne avec le MOD](#)**

Mise a jour avril 2017

**Donner et retenir ne vaut/mais quid de la clause de emploi ( CE31/03/17)**

Une donation avec clauses de emploi et d'inaliénabilité n'est pas abusive  
Le conseil d'état confirme la CAA

**Conseil d'État N° 395550 8ème chambre 31 mars 2017**

[Lire la suite](#)

**Domicile fiscal et activité accessoire (CE 27/03/03)**

Par une décision en date du 27 mars 2017, le Conseil d'Etat confirme que l'origine des revenus peut permettre d'apprécier le caractère accessoire ou non de l'activité professionnelle visée au b de l'article 4 B du CGI:

**Douanes Les sanctions fiscales en cas de MOD ( BOFIP du 8 mars 2017 §10)**

**(MOD manquement aux obligations déclaratives)**

**Droit de communication des douanes /  
des limites par QPC du 27 janvier 2012 sur l'article 65 CD**

**Sur la présence (sic !!!) de l'avocat durant une audition douanière  
Circulaire du 19 décembre 2014 accès à l'avocat dans le cadre de l'audition libre)**

**Les résultats du contrôle fiscal 2007 à 2015 (source le bleu parlementaire)**

**Précis de fiscalité 2017**

**Accès au CGI et au LPF sur Légifrance**

**Accès à la Brochure pratique 2017 (déclaration des revenus 2016)**

**Accès à la Brochure pratique Impôts locaux 2016**

**le bilan de la France au 31.12.15.PDF**

**Ocde les prélèvements obligatoires**